

Division
de la scolarité

Dossier suivi par
Laurence THEIL
Téléphone
04 90 27 76 97
Fax
04 90 27 76 79
Mél.
laurence.theil
@ac-aix-marseille.fr

49 rue Thiers
84077 Avignon

Horaires d'ouverture :
8h30 – 12h
13h30 – 16h30

Accès personnes à
mobilité réduite :
26 rue Notre Dame
des 7 douleurs

Objet : Assouplissement de la carte scolaire - rentrée 2014
Niveaux 5^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème}

Je vous prie de trouver ci-après les instructions applicables aux demandes de changement de secteur (dérogations) présentées par les familles des élèves qui accéderont aux classes de 5^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème}.

Je vous demande d'en assurer une large information auprès des familles.

Avignon, le 2 avril 2014

Le directeur académique
des services de l'éducation nationale

à

Mesdames et Messieurs
les chefs d'établissement
collèges publics et privés

pour attribution

Mesdames et Messieurs les directeurs
centres d'information et d'orientation

pour information

1. Principes

Les demandes de dérogation à la sectorisation seront satisfaites dans la limite des capacités d'accueil **et après** affectation de droit des élèves relevant du secteur.

Dans l'éventualité où le nombre de places disponibles ne permettrait pas de satisfaire toutes les demandes, celles-ci seront examinées selon les critères définis par le Ministre de l'éducation nationale dans l'ordre de priorité suivant :

- 1) Élèves souffrant d'un handicap,
- 2) Élèves bénéficiant d'une prise en charge médicale importante à proximité de l'établissement demandé,
- 3) Élèves boursiers,
- 4) Élèves dont un frère ou une sœur est scolarisé dans l'établissement souhaité,
- 5) Élèves dont le domicile, en limite de zone de desserte, est proche de l'établissement souhaité,
- 6) Élèves suivant un parcours scolaire particulier,
- 7) Autre motif.



Les familles ne peuvent formuler qu'une seule demande de dérogation - pour un collège précis - mais ont la possibilité d'indiquer plusieurs motifs (par exemple, boursier et rapprochement de fratrie).

Si la dérogation est accordée, elle vaut seulement pour le collège sollicité et présente un caractère définitif. **La décision d'affectation qui aura été prise est définitive et ne sera pas susceptible d'appel.**

2-Procédures

Les familles souhaitant une affectation dans un collège autre que le collège de secteur peuvent télécharger l'imprimé de dérogation sur le site internet de la DSDEN de Vaucluse à l'adresse suivante:

https://www.ac-aix-marseille.fr/wacam/jcms/c_367729/assouplissement-de-la-carte-scolaire-rentree-2014-niveaux-5eme-4eme-3eme

Les demandes de dérogations dûment renseignées et accompagnées des pièces justificatives doivent être adressées **directement par voie postale à :**

Direction des services départementaux de l'éducation nationale
service de la scolarité
49, Rue Thiers
84077 AVIGNON Cedex 04

pour le 28 mai 2014, délai de rigueur.

Les demandes de dérogation parvenues hors délai ne seront pas prises en compte.

Toutes les demandes de dérogation sont instruites par mes services. Aucune inscription d'élève résidant en dehors du secteur d'un établissement ne pourra intervenir sans l'accord du directeur académique des services de l'éducation nationale.

Les décisions seront notifiées aux familles par voie postale uniquement, à compter du 26 juin 2014. Les établissements d'origine et d'accueil seront simultanément informés par télécopie de la division de la scolarité.

3- Cas particulier des demandes d'admission dans les classes à horaires aménagés "Musique, Danse, Théâtre".

Musique	collège J. Vernet - AVIGNON	6 ^{ème} à 3 ^{ème}
	collège Pays de SAULT	6 ^{ème} à 3 ^{ème}
	collège Voltaire - SORGUES	6 ^{ème} à 3 ^{ème}
	collège J. D'Arbaud - VAISON LA ROMAINE	6 ^{ème} à 3 ^{ème}
Danse	collège F. Mistral – AVIGNON	6 ^{ème} à 3 ^{ème}
	collège F. Raspail - CARPENTRAS	6 ^{ème} à 3 ^{ème}
Théâtre	collège J. Viala - AVIGNON	6 ^{ème} à 3 ^{ème}

Ces classes font l'objet d'un recrutement particulier sur la base d'un dossier de candidature spécifique constitué par les familles. A ce titre, les familles n'ont pas à demander une dérogation.



3/3

Conditions d'admission :

L'admission des élèves dans ces classes sera prononcée par le directeur des services départementaux de l'éducation nationale sur proposition d'une commission départementale chargée d'examiner la motivation de l'élève, ses capacités scolaires et ses aptitudes dans le domaine artistique (celles-ci font l'objet d'une évaluation préalable par les structures d'enseignement artistique).

Le dossier de candidature est téléchargeable sur le site internet de la direction des services départementaux de l'éducation nationale de Vaucluse à l'adresse suivante :

http://www.ac-aix-marseille.fr/wacam/jcms/c_72314/classes-a-horaires-amenages

Il peut être retiré également dans les conservatoires, écoles de musique ou autres structures d'enseignement artistique concernées.

Le dossier dûment renseigné doit être remis directement par les familles au conservatoire ou autre structure d'enseignement artistique concernée aux dates définies par celles-ci.

Je vous remercie d'assurer l'information des familles dont vous êtes l'interlocuteur premier.

Signé par

Dominique BECK

PJ :

- Imprimé de demande de dérogation
- Plafond des ressources pris en compte pour l'évaluation du critère « boursier »

RENTREE 2014

DEMANDE DE DEROGATION DE SECTEUR
NIVEAUX 5^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème} et redoublants 6ème

ATTENTION :

La demande de dérogation peut être téléchargée sur le site de la DSDEN à l'adresse suivante :

http://www.ac-aix-marseille.fr/wacam/jcms/c_367729/assouplissement-de-la-carte-scolaire-rentree-2014-niveaux-5eme-4eme-3emex-marseille.fr/wacam/jcms/c_72326/derogation-de-secteur

ou retirée sur place à la DSDEN.

Elle doit être remise, complétée et accompagnée des pièces justificatives, **DIRECTEMENT AU SERVICE SCOLARITÉ DE LA :**

DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE
49, Rue Thiers
84077 AVIGNON CEDEX 04

pour le 28 mai 2014.

Aucune demande ne sera acceptée après cette date

Afin d'élargir la liberté de choix des familles les demandes de dérogation à la sectorisation seront satisfaites dans la limite des capacités d'accueil et après affectation des élèves dont les familles souhaitent exercer leur droit d'intégrer leur collège de secteur.

Dans l'éventualité où le nombre de places disponibles ne permet pas de satisfaire toutes les demandes, le directeur académique attribue les dérogations selon les critères prioritaires suivants :

- 1) Élèves souffrant d'un handicap,
- 2) Élèves bénéficiant d'une prise en charge médicale importante à proximité de l'établissement demandé,
- 3) Élèves boursiers,
- 4) Élèves dont un frère ou une sœur est scolarisé dans l'établissement souhaité,
- 5) Élèves dont le domicile est situé en limite de secteur de l'établissement souhaité,
- 6) Élèves suivant un parcours scolaire particulier,
- 7) Autre motif.

Vous avez la possibilité d'indiquer plusieurs motifs, par exemple boursier et rapprochement de fratrie. Vous ne pouvez formuler qu'une seule demande de dérogation.

Dans le cas où la dérogation est accordée la décision est définitive et elle vaut pour le cycle collège seulement.

Dans le cas où votre demande de dérogation serait refusée, l'appel ne sera pas possible. La notification d'affectation qui vous sera adressée vaudra pour décision définitive.

Les demandes d'affectation dans les classes à horaires aménagés et la section internationale "chinois" font l'objet d'un dossier spécifique et ne donnent pas lieu à demande de dérogation.

Par ailleurs, le choix d'une classe à horaires aménagés ou de la section internationale « chinois » n'exclut pas la possibilité de demander une dérogation fondée sur d'autres motifs.

**RENTREE 2014 - DEMANDE DE DEROGATION DE SECTEUR
NIVEAUX 5^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème} et redoublants 6ème**

Nom de l'élève :

Prénom de l'élève :
né(e) le :

Collège fréquenté en 2013 - 2014 :

Classe :

Nom du responsable légal :

Prénom du responsable légal :

Adresse :

Tél :

Demande affectation en 2014 - 2015 :

Collège de secteur :

Collège demandé à titre dérogatoire :

Classe :

Langue vivante :

MOTIF DE LA DEMANDE :

Cocher la ou les cases concernées

- Elève souffrant d'un handicap
(joindre certificat médical et toute autre pièce utile)
- Elève bénéficiant d'une prise en charge médicale importante à proximité de l'établissement demandé
(joindre certificat médical et toute autre pièce utile)
- Elève susceptible d'être boursier
(annexer impérativement l'avis d'imposition ou de non imposition 2012
ainsi qu'un document CAF récent en cas d'absence de revenus)
- Elève dont un frère ou une sœur est scolarisé dans l'établissement souhaité
(joindre certificat de scolarité des autres enfants)
- Elève dont le domicile, en limite de zone de desserte, est proche de l'établissement souhaité
(préciser dans un courrier)
- Elève devant suivre un parcours scolaire particulier
(préciser le parcours dans un courrier)
- Autre motif (préciser dans un courrier)

Fait à le2014

Signature du responsable légal :

PLAFONDS DE RESSOURCES

(à comparer avec le revenu fiscal de référence pour les revenus de l'année 2012 de la famille)

applicables pour l'évaluation du critère "boursier" en vue d'une dérogation d'affectation en collège à la rentrée 2014

NOMBRE D'ENFANTS A CHARGE (a)	PLAFOND ANNUEL (en euros) (b)
1 enfant	14 628
2 enfants	18 003
3 enfants	21 379
4 enfants	24 754
5 enfants	28 130
par enfant supplémentaire	3 375,6

(a) : total du nombre d'enfants mineurs ou infirmes et majeurs célibataires figurant sur l'avis d'imposition 2013 sur les revenus de l'année 2012.

(b) : le plafond annuel est à rapprocher du revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition 2013 sur les revenus de l'année 2012.

DIRECTION ACADEMIQUE
DE VAUCLUSE

Division de la Valorisation des
Ressources Humaines

Dossier suivi par
Gabriel DUBOC
Téléphone
04 90 27 76 20
Fax
04 90 27 76 75
Mél.
gabriel.duboc
@ac-aix-marseille.fr
49 rue Thiers
84077 Avignon

Avignon, le 4 avril 2014

Le directeur académique
des services de l'éducation nationale

à

Mesdames et Messieurs les enseignants
du 1^{er} degré

s/c Mesdames et Messieurs
les inspecteurs de l'éducation nationale
chargés de circonscription

s/c Mesdames et Messieurs
les principaux de collèges

Objet : Disponibilité et réintégration des instituteurs et des professeurs des écoles titulaires.

Réf. : Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, chapitre V - Section IV
Loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée, art. 87
Décret n°85-986 du 16 septembre 1985 modifié - Titre V
Décret n°2007-611 du 26 avril 2007
Circulaire ministérielle du 27 juin 1961
Circulaire n°66-142 du 5 avril 1966
Circulaire FP n°1504 du 27 juin 1961

J'ai l'honneur de vous rappeler les dispositions statutaires relatives à la mise en disponibilité des instituteurs et des professeurs des écoles titulaires.

La disponibilité est la position du fonctionnaire titulaire qui se trouve placé temporairement, à sa demande ou d'office, hors de son administration ou service d'origine et qui cesse de bénéficier durant cette période, de sa rémunération, de ses droits à l'avancement, à la retraite et à l'IRL pour les instituteurs.

La disponibilité est prononcée d'office ou sur demande de l'intéressé(e).

Il perd également le bénéfice de son poste, dès acceptation de sa demande.

La mise en disponibilité est accordée pour la durée de l'année scolaire complète, soit du 1^{er} septembre au 31 août, à l'exception des disponibilités pour se rendre dans un DOM, un TOM ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou plusieurs enfants.

Une demande de mise en disponibilité en cours d'année scolaire ne sera accordée que si elle se justifie par des circonstances exceptionnelles.

Pour les professeurs des écoles stagiaires, toute demande de disponibilité est soumise à titularisation.

Les demandes de disponibilité sont à formuler sur l'imprimé téléchargeable sur le site de la Direction Académique des Services de l'Éducation Nationale de Vaucluse.

I - MISES EN DISPONIBILITE SUR DEMANDE



Les mises en disponibilité effectuées à la demande des fonctionnaires sont accordées :

- soit de droit,
- soit sous réserve des nécessités de service et à l'appréciation de Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale.

2/4

a) Disponibilités accordées de droit

Le fonctionnaire peut demander une disponibilité pour :

- donner des soins à son conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un PACS, à un enfant ou un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave (d'une durée de 3 ans, renouvelable 2 fois),
- élever un enfant de moins de 8 ans ou donner des soins à un enfant à charge, à son conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un PACS, à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne (d'une durée de 3 ans, renouvelable sans limitation),
- suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un PACS, si celui-ci doit établir, pour des raisons professionnelles, son domicile dans un lieu éloigné (d'une durée de 3 ans, renouvelable sans limitation). Les pièces justificatives à joindre sont la copie du livret de famille et celle de l'attestation de l'employeur du conjoint. Le fonctionnaire a la possibilité d'exercer une activité salariée pendant cette période.
- se rendre en Outre-mer ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou plusieurs enfants (d'une durée de 6 semaines maximum),
- exercer un mandat d' élu local (durant la durée du mandat).

b) Disponibilités accordées sous réserve des nécessités du service

Le fonctionnaire peut demander une disponibilité pour :

- études ou recherches présentant un intérêt général (d'une durée de 3 ans, renouvelable 1 fois),
- convenances personnelles (d'une durée de 3 ans renouvelable, dans la limite de 10 ans sur l'ensemble de la carrière),
- créer ou reprendre une entreprise (d'une durée de 2 années maximum).

II - Mise en disponibilité d'office

a) Disponibilité d'office pour raisons de santé

Le fonctionnaire peut être placé en disponibilité d'office, après avis du comité médical ou de la commission de réforme, lorsqu'il a épuisé ses droits à congé de maladie ordinaire, de longue maladie ou de longue durée et qu'il ne peut pas être reclassé dans l'immédiat, en raison de son état de santé, tout en restant susceptible de reprendre un jour ses fonctions. La durée de la disponibilité est fixée à 1 an maximum, renouvelable 2 fois.

A l'issue de chaque période d'un an, le fonctionnaire est convoqué devant le médecin de prévention.

En cas d'inaptitude à reprendre ses fonctions, il est convoqué devant le comité médical départemental pour une prolongation ou une mise à la retraite pour invalidité.

S'il n'a pas pu être reclassé au cours de ces 3 ans, à la fin de cette période, il est :

- soit réintégré dans son administration,
- soit admis à la retraite pour invalidité. Exceptionnellement, lorsque le fonctionnaire est inapte à reprendre son service à la fin de la 3ème année de disponibilité mais que le comité

médical estime qu'il pourra normalement reprendre ses fonctions ou être reclassé avant l'expiration d'une nouvelle année, la disponibilité peut être renouvelée une 3ème fois (art. 43 du décret n°85-986 du 16 septembre 1985).



b) Disponibilité d'office en attente de réintégration

Le fonctionnaire peut être placé en disponibilité d'office lorsqu'il demande sa réintégration anticipée à l'issue d'un détachement et que son administration d'origine ne dispose pas d'emploi vacant correspondant à son grade pour réintégrer de suite.

3/4

III - Réintégration

A l'issue d'une disponibilité pour adoption, le fonctionnaire est réintégré et réaffecté dans son emploi antérieur.

Le fonctionnaire mis en disponibilité pour exercer un mandat d'élu local est, à l'issue de la période de disponibilité ou avant cette date s'il sollicite sa réintégration anticipée, réintégré et réaffecté dans son emploi antérieur.

Dans tous les autres cas, le fonctionnaire doit présenter sa demande de réintégration **au moins 3 mois avant l'expiration de la disponibilité** et sa réintégration **est subordonnée à la vérification, par un médecin agréé** et, éventuellement par le comité médical, de l'aptitude physique du fonctionnaire à l'exercice des fonctions.

A l'issue d'une disponibilité :

- pour donner des soins au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie graves,
- pour élever un enfant de moins de 8 ans
- pour suivre son conjoint,

le fonctionnaire est réintégré à la 1ère vacance d'emploi dans son corps d'origine. S'il refuse le poste qui lui est assigné, il peut être licencié après avis de la commission administrative paritaire (art. 49 du décret n°85-986 du 16 septembre 1985).

Dans les autres cas, l'administration doit lui proposer l'un des 3 premiers emplois vacants correspondant à son grade. S'il refuse successivement trois postes qui lui sont proposés, il peut être licencié après avis de la commission administrative paritaire.

Dans l'attente de sa réintégration, le fonctionnaire est maintenu en disponibilité.

IV - Contrôle de l'administration

Le fonctionnaire mis en disponibilité doit justifier à tout moment que son activité (par exemple, études) ou sa situation (par exemple, maladie du conjoint) correspond réellement aux motifs pour lesquels la disponibilité lui a été accordée.

L'administration peut faire procéder à des enquêtes.

V - Exercice d'une activité privée durant la disponibilité

(décret n°2007-611 du 26 avril 2007)

Le fonctionnaire qui demande une disponibilité pour exercer une activité privée lucrative, salariée ou non, ou une activité libérale, doit en informer son administration par écrit, au plus tard un mois avant la cessation de ses fonctions.

Une commission de déontologie, placée auprès du Premier ministre, est chargée d'apprécier la compatibilité de l'activité envisagée avec les fonctions exercées par l'agent dans l'administration, au cours des 3 dernières années.

Selon les fonctions confiées à l'agent dans l'administration, la saisine de la commission est obligatoire ou facultative.

La saisine de la commission doit intervenir préalablement à l'exercice de l'activité envisagée.



Peuvent notamment relever du contrôle de compatibilité les activités lucratives, salariées ou non, exercées dans un organisme ou une entreprise privée et les activités libérales si, par leur nature ou leurs conditions d'exercice et eu égard aux fonctions précédemment exercées par l'intéressé, ces activités portent atteinte à la dignité desdites fonctions ou risquent de compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service. Sont assimilées aux entreprises privées les entreprises publiques du secteur concurrentiel opérant conformément aux règles de droit privé.

4/4

VI - PROCEDURES

Les enseignants en activité, qui formulent une première demande de mise en disponibilité, devront obligatoirement compléter les annexes ci-jointes 2 et 4, éventuellement l'annexe 5, et adresser leur demande par la voie hiérarchique à la Direction Académique des Services de l'Education Nationale de Vaucluse, Division de la Valorisation des Ressources Humaines.

Les demandes de renouvellement ou de réintégration doivent être établies en complétant l'annexe 2 et 4 (pour une demande de renouvellement) ou 3 (pour une demande de réintégration). Ces demandes devront parvenir à la Direction Académique des Services de l'Education Nationale de Vaucluse, Division de la Valorisation des Ressources Humaines.

Je rappelle qu'aucun enseignant n'est autorisé à cesser ses fonctions sans avoir au préalable reçu l'ampliation de l'arrêté lui accordant une disponibilité. Le non respect de cette règle peut déclencher une procédure d'abandon de poste.

signé

Dominique BECK

CATEGORIES DE DISPONIBILITE

ACCORD	DECRET N°85-986 modifié	MOTIF	DUREE DES DROITS	PIECES JUSTIFICATIVES À FOURNIR	OBSERVATIONS
SOUS RESERVE DES NECESSITES DE SERVICE	Art. 44 a)	Etudes ou recherches présentant un intérêt général	6 ans maximum	Lettre de motivation et document attestant de l'intérêt général des études	Aucune activité salariée n'est autorisée pendant cette période
	Art. 44 b)	Convenances personnelles	Durée maximale pour l'ensemble de la carrière : 10 ans	Lettre de motivation ainsi que toute pièce justificative de nature à éclairer l'administration dans sa décision ANNEXE 4 ou 5	Possibilité d'exercer une activité salarié
	Art. 46	Créer ou reprendre une entreprise au sens de l'article L.351-24 du code du travail.	2 ans maximum	Lettre de motivation et justificatifs concernant l'entreprise ANNEXE 5	
DE DROIT	Art. 47 a)	Donner des soins à la suite d'un accident ou d'une maladie grave à : - un enfant - un conjoint ou partenaire de PACS - un ascendant	9 ans maximum	Copie du livret de famille ou PACS et certificat médical délivré par un praticien hospitalier	Aucune activité salariée n'est autorisée pendant cette période
	Art. 47 b)	Pour élever un enfant de moins de huit ans	Jusqu'au huitième anniversaire de l'enfant	Copie du livret de famille	
	Art. 47 b)	Donner des soins à un proche à charge atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne - un enfant - un conjoint ou partenaire de PACS - un ascendant	Renouvelable sans limitation si les conditions requises pour l'obtenir sont réunies	Copie du livret de famille ou PACS Certificat médical et copie de la carte d'invalidité	Aucune activité salariée n'est autorisée pendant cette période
	Art. 47 c)	Suivre son conjoint ou partenaire de PACS lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice du fonctionnaire	Renouvelable sans limitation si les conditions requises pour l'obtenir sont réunies	Copie du livret de famille ou PACS et attestation d'emploi du conjoint ANNEXE 4 ou 5	Possibilité d'exercer une activité salarié
	Art. 47-6°	Se rendre dans les DOM ou TOM ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou plusieurs enfants	6 semaines par agrément	Justificatifs des démarches entreprises	
	Art. 47-7°	Exercer un mandat d'élu local	Durée du mandat local	Attestation de mandat	

DEMANDE DE MISE EN DISPONIBILITE

GRADE : Instituteur Professeur des écoles
 NOM d'usage:Prénom.....
 NOM de naissance :
 Adresse personnelle
 Tél. :courriel :

AFFECTATION :

FONCTION :
 Ecole :
 Tél. : Circonscription :

participation au mouvement interdépartemental (permutations)	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
demande de congé formation pour la prochaine rentrée scolaire	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

SOLLICITE L'AUTORISATION D'ÊTRE PLACE EN POSITION DE DISPONIBILITE :

1^{ère} demande renouvellement

MOTIF (cocher la case correspondante) :

- pour études ou recherches présentant un intérêt général
- pour convenances personnelles
- pour créer ou reprendre une entreprise
- pour donner des soins au conjoint, au partenaire de PACS, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave
- pour élever un enfant de moins de huit ans
- pour donner des soins à un enfants à charge, au conjoint, au partenaire de PACS ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne
- pour suivre son conjoint ou partenaire de PACS
- pour exercer un mandat local

Joindre obligatoirement les justificatifs (liste donnée en annexe 1)

1^{ère} demande à retourner à l'IEN chargée de votre circonscription

A.....	Vu et pris connaissance
Date et signature de l'intéressé(e)	L'IEN chargée de la circonscription de
	Date et signature

Renouvellement à retourner directement à l'adresse ci-dessous.



DEMANDE DE REINTEGRATION

GRADE : Instituteur Professeur des écoles

NOM d'usage:Prénom.....

NOM de naissance :

Adresse personnelle:

.....

Tél. :courriel :

Demande ma réintégration à la prochaine rentrée

Demande ma réintégration à la date du.....

à temps complet

à temps partiel à 75 %

à temps partiel à 50 %

Un dossier vous sera adressé afin de faire établir le certificat médical d'aptitude, à retourner au plus tard deux mois avant la date de réintégration.

A....., le.....

Signature de l'intéressé(e)



Imprimé à retourner, dûment complété, par tous les enseignants sollicitant une mise en disponibilité et n'envisageant pas actuellement d'exercer une activité privée.

Les enseignants souhaitant exercer une activité doivent compléter l'annexe 5.

ENGAGEMENT

Je soussigné(e).....(nom, prénom)

Instituteur(trice) ou professeur des écoles titulaire du département de Vaucluse, certifié sur l'honneur ne pas envisager actuellement l'exercice d'une activité professionnelle pendant ma mise en disponibilité au cours de l'année scolaire 2014/2015.

Je m'engage à signaler sans délai à Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale de Vaucluse tout exercice d'activité professionnelle pendant cette même année scolaire en renseignant et retournant, avant le début de l'activité, l'annexe 5.

A....., le.....

Signature de l'intéressé(e)

En application de l'article 161 du code pénal, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura sciemment établi ou fait usage d'une attestation ou d'un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ou qui aura falsifié ou modifié une attestation ou un certificat originairement sincère.



Imprimé à retourner, dûment complété, par tous les enseignants sollicitant une mise en disponibilité et envisageant d'exercer une activité privée.

EXERCICE D'ACTIVITE PROFESSIONNELLE DANS LE SECTEUR PRIVE

GRADE (1) : Instituteur Professeur des écoles

NOM d'usage:Prénom.....

NOM de naissance :

Adresse personnelle:

.....

Tél. :courriel :

Demande à être placé(e) en disponibilité et souhaite exercer une activité dans le secteur privé :

NOM ou RAISON SOCIALE de l'entreprise ou de l'organisme :

.....

ADRESSE :

.....

Tél. :courriel :

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME :

.....

Quelle sera votre fonction ou activité ?

.....

Date prévue de début d'activité :

A....., le.....

Signature de l'intéressé(e)

Après étude de votre dossier et selon l'activité décrite dans ce formulaire, une fiche de renseignement pourra éventuellement vous être adressée pour complément d'information.
Seules les activités présentant une incompatibilité avec vos précédentes fonctions feront l'objet d'une étude approfondie et de la saisine de la commission de déontologie dont la décision vous sera communiquée dans les plus brefs délais.

Division de la
Valorisation des
Ressources Humaines

Dossier suivi par
Sylvie LE GOUADEC
Magali BOREL
Téléphone
04 90 27.76.25/21
Fax
04 90 27.76.75
Mél.
sylvie.le-gouadec
@ac-aix-marseille.fr
magali.borel
@ac-aix-marseille.fr

49 rue Thiers
84077 Avignon

Horaires d'ouverture :
8h30 – 12h
13h30 – 16h30

Accès personnes à
mobilité réduite :
26 rue Notre Dame
des 7 douleurs

Avignon, le 21 mars 2014

Le directeur académique
des services de l'éducation nationale

à

Mesdames et Messieurs les
enseignants du premier degré

S/C de Mesdames et Messieurs les
inspecteurs de l'éducation nationale
chargés de circonscription

Objet : Indemnités pour activités péri-éducatives. Année scolaire 2013-2014

Réf. : Décret n° 90-807 du 11 septembre 1990.

Des actions inscrites au volet éducatif du projet d'école peuvent donner lieu à l'attribution d'indemnités péri éducatives. Ces actions doivent concerner l'accueil et l'encadrement des élèves en dehors des heures de cours. Elles correspondent à des activités qui ont un caractère sportif, artistique, culturel, scientifique ou technique ou qui doivent contribuer à la mise en œuvre des politiques interministérielles à caractère social.

Sont exclus les travaux de suivi des élèves, les réunions avec les parents, les activités déjà rémunérées par les municipalités ou les associations.

Pour l'année scolaire 2013-2014, les demandes individuelles devront parvenir à la direction académique de Vaucluse sous couvert de l'IEN de circonscription pour le **mercredi 7 mai 2014, délai de rigueur** en utilisant l'imprimé ci-joint.

Une notification d'acceptation vous sera adressée le cas échéant, précisant le nombre maximum d'heures allouées. Ce nombre d'heures constitue une reconnaissance de l'engagement des enseignants dans les activités péri-éducatives et non une couverture exhaustive des heures faites.

Les propositions relatives aux activités USEP ne concerneront que la période septembre 2013 à juin 2014 et seront adressées, comme les autres, à la direction académique sous couvert de l'IEN de circonscription (Cocher l'item "indemnités demandées dans le cadre d'activités USEP" sur la fiche projet). Je transmettrai ensuite copie de l'ensemble de ces fiches à l'USEP pour observations éventuelles. Les enseignants qui réalisent des activités dans deux cadres différents (par exemple CEL et USEP) rédigent deux fiches distinctes en précisant sur chacune des fiches le nombre d'heures relevant de l'activité.



Le projet d'école doit contenir le volet relatif aux activités péri-éducatives et mettre en évidence leur pertinence par rapport aux objectifs et la cohérence d'ensemble.

Il vous sera demandé de produire un bilan de l'activité. La fiche bilan à renseigner sera jointe à ma notification d'acceptation de votre projet.

2/2

Je vous rappelle que les demandes parvenues hors délais et/ou sans avis de l'IEN de circonscription ne seront pas examinées.

signé

Dominique BECK

PJ : Fiche à compléter



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



direction des services
départementaux
de l'éducation nationale
Vaucluse

Éducation
nationale

FICHE – PROJET ACTIVITÉS PERI EDUCATIVES

Année scolaire 2013-2014

Madame, Monsieur.....Prénom

Ecole.....

J'envisage de consacrer heures à des animations péri éducatives pendant l'année 2013-2014 dans le cadre :

- activités USEP
- activités contrat éducatif local (Politique de la ville)
- autres (préciser).....

Nombre d'heures demandées :

Contenu succinct des activités envisagées (le cas échéant utiliser le verso) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Calendrier prévisionnel des activités :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Signature du demandeur	Avis et signature du directeur	Avis et signature de l'IEN
------------------------	--------------------------------	----------------------------

A retourner à la direction académique de Vaucluse – DVRH
Date limite de réception : 7 mai 2014



Dossier suivi par
Sylvie LE GOUADEC
Magali BOREL
Téléphone
04 90 27.76.25 /21
Fax
04 90 27.76.75
Mél.
sylvie.le-gouadec
@ac-aix-marseille.fr
magali.borel
@ac-aix-marseille.fr

49 rue Thiers
84077 Avignon

Horaires d'ouverture :
8h30 – 12h
13h30 – 16h30

Accès personnes à
mobilité réduite :
26 rue Notre Dame
des 7 douleurs

A l'attention des personnels enseignants du 1er degré

Réf : Circulaire ministérielle n° 2014-035 du 11 mars 2014 publiée au Bulletin officiel n°13 du 27 mars 2014 – BA du 7 avril 2014

Je vous rappelle la parution du bulletin officiel n° 13 du 27 mars 2014 relatif au **programme Jules Verne de mobilité enseignante** pour l'année scolaire 2014/2015.

Les conditions d'inscription sont précisées dans le bulletin académique.

Le chef de la DVRH

Gabriel DUBOC